



DROIT DE RETRAIT ≠ GREVE SAUVAGE

Un accident très grave sur l'hôtel de la rentabilité !!!

Circulez, il n'y a rien à voir !

C'est main dans la main que le premier ministre et son obligé à la SNCF ont traité le sujet. C'est le ton grave, l'air sérieux, qu'ils ont diffamé le droit de retrait des cheminots, en parlant de grève sauvage. Sans complexe, nos dirigeants n'ont pas hésité non plus à parler d'un dépôt de droit de retrait politique orchestré par les syndicats ! Mais lorsqu'un premier ministre débarque dans l'arène de la gare de l'Est, c'est bien lui qui politise l'affaire avec une très large collaboration de la direction !



Lorsque les cheminots, à bouts, mais toujours soucieux de la sécurité et refusant la politique du risque calculé, se mettent debout pour dénoncer et se protéger des conséquences des évaluations alambiquées, ILS SONT RESPONSABLES ET LANCEURS D'ALERTE A LA FOIS !

POUR SUD-RAIL, C'EST INACCEPTABLE !!!

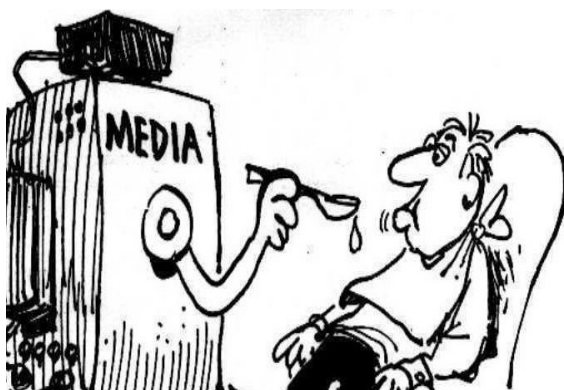
Mais la politique de MACRON largement partagée par nos dirigeants, continue de faire voler en éclat une SNCF appartenant aux citoyens, afin de la formater pour le marché à venir !!! Ceci n'est pas sans conséquences, d'ailleurs ces dernières années, les dysfonctionnements, accidents et autres quasi-accidents en témoignent. Aussi, **c'est légitimement que les cheminots ont exercé leurs droits de retrait, un droit propre à chaque travailleur.**

La direction n'a pas hésité à brandir la sanction pour obliger les cheminots à reprendre le travail alors même que l'enquête venait de débuter, une pression inacceptable compte tenu du bilan social désastreux dans l'entreprise. Il est également navrant d'observer la subjectivité du traitement de l'information par les médias, qui allaient jusqu'à reprendre les éléments de langage de Mr PEPY.

Et que dire des intervenants où experts en tout genre qui ont littéralement ignoré le droit social, le code du travail !



SUD-RAIL DENONCE LA MANIPULATION DE L'OPINION PUBLIQUE !!!



SUD-Rail dénonce la méthode populiste du gouvernement qui instrumentalise l'opinion publique, épaulé par une presse propriété de riches hommes d'affaires et de directions.

HONTEUX !!!!

Mais la véritable atteinte démocratique est la ministre du travail qui va jusqu'à remettre en doute la parole des inspecteurs du travail ! Une attitude déplorable en feignant d'ignorer la règle qui s'applique en la matière.

Une violation de plus dans les droits des travailleurs !



REAGISSONS !!!

SUD-Rail invite les cheminots concernés par une sanction, retenue de salaire ou pression, à se rapprocher de notre organisation.

Syndicat SUD-Rail Metz-Nancy
2, rue Chatillon 57000 Metz
03-87-32-08-72
metznancy@sud-rail.org